LIBRAIRIE

L'accréditation des discours testimoniaux
de Dominique Legallois, Yannick Malgauzou et Luc Vigier
Compte-rendu par Mylène Herry
PAGE 146

Les STO. Histoire des Français requis en Allemagne nazie
de Patrice Arnaud
Compte-rendu par Hélène Camarade
PAGE 148

Ressources inhumaines. Les gardiens de camps de concentration et leurs loisirs
de Fabrice d'Almeida
Comptes-rendus par Frediano Sessi et par Fabian Van Samang
PAGE 150

La Seconde Guerre mondiale pour les nuls
de Robert Belot, Klaus-Peter Sick
Compte-rendu par Anthony Michel
PAGE 154

Fichés ? Photographies et identification 1850-1960
de Jean-Marc Berlière
Compte-rendu par Charles Futerman
PAGE 156

L'heure d'exactitude
de Annette Wieviorka
Compte-rendu par Judith Lindenberg
PAGE 158

Juicios por crímenes de lesa humanidad en Argentina
de Gabriele Andreozzi
Compte-rendu par Nadia Tahir
PAGE 160

Einsatzgruppen. Sur les traces des commandos de la mort nazis
de Michaël Prazan
Compte-rendu par Frediano Sessi
PAGE 163

Face au totalitarisme. La résistance civile
de Jacques Semelin
Compte-rendu par Hélène Camarade
PAGE 164

La Mort de l'adversaire
de Hans Keilson
Compte-rendu par Aurélia Kalisky
PAGE 166

L'accréditation des discours testimoniaux

Dominique Legallois, Yannick Malgauzou et Luc Vigier (coord.), Toulouse, Éditions universitaires du Sud (Coll. Champs du signe), 2011, 217 p.

Par **Mylène Herry,** Université de Toulouse – Le Mirail

Cet ouvrage s'inscrit dans le programme « Témoignage » retenu par le réseau des MSH de Caen, Poitiers et Toulouse. Il constitue de fait le quatrième volume de la recherche interdisciplinaire, entamée en 2003, et vient compléter les deux précédentes publications, *Formes discursives du Témoignage* et *Réception et usages des témoignages*, dirigées par François-Charles Gaudard et Modesta Suárez et, respectivement, éditées en 2004 et 2007 par les Éditions universitaires du Sud (EUS).

Ce dernier volume, paru en 2011, s'intègre dans une même approche analytique de l'état du témoignage en abordant, à travers quatorze contributions d'horizons disciplinaires différents, la notion d'accréditation. Dès l'introduction, les coordonnateurs, Dominique Legallois, Yannick Malgauzou et Luc Vigier, réfèrent à deux niveaux d'engagement de l'accréditation : l'acte d'attester des faits pour le témoin, qui engage sa responsabilité éthique, et l'acte de recevoir, comprendre et croire en ce témoignage, pour le public. Il s'agit donc de faire adhérer en produisant un discours crédible, basé sur la démonstration de la véracité et sur l'authenticité de l'expérience. Le témoin doit alors produire un récit à caractère figuratif afin qu'il soit recevable, cohérent et évaluable.

S'interroger sur l'accréditation est donc un enjeu central dans le dispositif testimonial. Ainsi, la première partie de cet ouvrage se consacre d'abord à questionner les particularités et les similitudes génériques du témoignage face aux récits à la première personne (les mémoires, la chronique, le journal, l'autobiographie…). Et, de façon tout à fait étonnante, François-Charles Gaudard met aussi en exergue les rapprochements stylistiques et pragmatiques entre la littérature satirique de la fable et la « littérature de témoignage ». Le discours testimonial devient narratif et rhétorique et diverge, donc, de la recherche de la vérité brute, excluant toute substitution fabulée. Puis, l'accréditation est envisagée comme un acte réciproque entre l'adresse/le destinataire et la réponse/le lecteur ou l'interlocuteur, mais révèle incontestablement des décalages de compréhension vis-à-vis de l'autre, concerné et affecté différemment.

« Entre programmation et soumission : le témoignage comme articulation à l'univers de réception » constitue la seconde partie du volume et se centre sur la mise en situation de l'évidence du discours. Dominique Legallois affirme dans ce sens

que le texte construit l'accréditation « par le biais de l'*enargeia* » dont la conception discursive met en relation la perception visuelle et le langage, le témoignage oculaire et le témoignage instrumentaire. Aussi, le recours à une expression laconique, expressive et implicite engagerait, selon Laure Himy-Piéri, le récepteur dans la représentation. « Donner un sens à l'expérience décrite et provoquer l'adhésion (valeur persuasive) ou l'empathie (valeur émotionnelle) » reste d'ailleurs dans les témoignages pour mémoire une condition essentielle à leur reconnaissance. Mais, les a priori du public sur une communauté tendent à favoriser la méfiance voire le déni de réalité. Ainsi, Luc Vigier traite, avec beaucoup de clarté et de lucidité, la difficile accréditation des témoignages d'enseignants dont la plainte demeure proscrite dans la conscience collective.

La troisième partie analyse la « question de l'éthos », déjà alludée dans plusieurs essais, à travers les textes de Montaigne, Pascal et Victor Klemperer. Se rendre alors sympathique et crédible pour gagner la confiance de l'auditoire, s'adresser à l'imagination de l'interlocuteur participent aux stratégies narratives du témoignage, et ce, dans une dimension historique, juridique, rhétorique et passionnelle. Cependant, et selon Yannick Malgouzou, l'accréditation du témoignage s'avère problématique quand la parole ne se calque pas sur un réel de sens commun entre l'énonciateur et le destinataire. En ce sens, les témoignages concentrationnaires sont exemplaires : comment rendre réel, possible et accréditif ce qui participe de l'extraordinaire et de l'incroyable ? L'acte littéraire, traité dans la quatrième et dernière partie de ce volume, serait enfin un moyen de communiquer des « parcelles de vérité », triées depuis le flux testimonial initial. Catherine Coquio revient sur les étapes nécessaires à la transmission des témoignages et, par conséquent, les possibles manipulations durant celles-là, qui conditionneraient l'accréditation. Le cas de Primo Levi lui sert d'argument théologique dans la définition d'un « bon témoignage » : il est « celui qui, tout en connaissant ses limites subjectives, contient plusieurs voix, et même *toutes* les voix, car toutes sont nécessaires à la pleine reconstitution de l'énigme » (p. 202). Le degré de vérité du témoignage de l'expérience des camps serait intimement lié à la honte, sentiment du commun des mortels. Ainsi, et comme l'indique Jean-Philippe Pierron à la fin de ce volume : « le témoignage ne se vérifie pas, il s'interprète » (p. 209). En effet, sa portée expressive permettrait le maintien de l'activité imaginaire du récepteur, pris entre la vérité et la véracité des faits contés. Le témoignage, comme acte de langage, tendrait à construire une poétique engagée dans une dimension éthique et politique, destinée à transmettre, avec esthétique et sensibilité, les atrocités subies, mais aussi, dirigées par le genre humain.

Les STO. Histoire des Français requis en Allemagne nazie

Patrice Arnaud, Paris, CNRS, 2010, 592 p.

Par **Hélène Camarade,** Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3

Cet ouvrage très complet, issu d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine qui a obtenu le Prix de la Fondation Auschwitz en 2007, marque un tournant important dans la réception des 600 000 Français requis dans l'Allemagne hitlérienne pour le « Travail obligatoire » entre 1942 et 1945. Ce thème a longtemps été occulté en France où le mythe résistancialiste glorifiant les réfractaires a, par effet de miroir, jeté l'opprobre sur la figure du requis. L'intérêt dominant porté aux déportés politiques s'est ensuite déplacé vers les victimes raciales. Face à cette concurrence victimaire, les anciens requis se sont construit une mémoire essentiellement défensive, même par rapport aux prisonniers de guerre qui n'ont, eux, jamais été soupçonnés d'être partis plus ou moins volontairement en Allemagne. L'auteur considère, pour sa part, les requis comme des « victimes de guerre, souvent jeunes, qui se sont pliés, toujours à contrecœur et parfois en dernière instance, à l'ordre de l'occupant et de l'État légal français. »

Ce sont des travaux allemands qui ont sorti ce sujet de l'ombre à partir de 1985, notamment ceux d'Ulrich Herbert. L'ouvrage de Patrice Arnaud vient, à son tour, combler en France une importante lacune de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et des relations franco-allemandes.

Cette recherche, qui profite de la maîtrise de la langue allemande par l'auteur, s'inscrit dans l'histoire sociale et quotidienne (*Alltagsgeschichte)*. Patrice Arnaud a dépouillé des archives aussi bien françaises (archives nationales) qu'allemandes (*Bundesarchiv* et quelques archives régionales – *Landesarchive*), qu'il a ensuite croisées à des témoignages écrits (récits autobiographiques, correspondance), à des entretiens menés avec des témoins, ainsi qu'à un questionnaire auquel une trentaine d'anciens requis ont répondu. L'ouvrage croise systématiquement l'histoire sociale d'en bas, celle du vécu des requis, à celle des structures et des appareils décisionnels et économiques, ce qui amène l'auteur à aborder avec précision la question du fonctionnement de l'État national-socialiste et de sa politique répressive. L'étude met en avant le vécu d'une trentaine de cas individuels jugés emblématiques ou représentatifs, parmi lesquels celui de François Cavanna, ce qui permet des illustrations toujours bienvenues. Une problématique spécifique porte sur le vécu de personnalités issues de la classe ouvrière, celle-ci représentant 60 % des requis, même si ce sont plutôt les classes moyennes qui ont construit la mémoire de ce groupe social par des récits rétrospectifs. L'auteur s'est également intéressé à la façon dont ces hommes de la classe moyenne (étudiants, employés, prêtres) ou même les paysans se sont, à leur tour, intégrés à la vie à l'usine.

L'ouvrage est organisé en dix chapitres qui portent sur 1) la politique allemande de réquisition, 2) le moment du départ et de l'arrivée en Allemagne, 3) les conditions de travail, 4) la vie à l'usine, 5) le logement, 6) la vie quotidienne en dehors du travail (alimentation, temps libre, vie sexuelle), 7) la délinquance, 8) les éventuelles conditions de détention, 9) les comportements à l'égard du régime national-socialiste, allant de la collaboration à des actes de résistance, 10) et enfin, la fin de la guerre et le rapatriement.

L'auteur étudie notamment les liens que les requis ont entretenu avec les autres Français présents sur le territoire allemand (les prisonniers de guerre, les volontaires ou les détenus des camps de concentration), ainsi qu'avec les autres nationalités non allemandes, les Français représentant la troisième minorité nationale sur le territoire à cette époque, après les Russes et les Polonais. Certains requis ont par exemple aidé des prisonniers de guerre à s'enfuir. Plusieurs actes de résistance sont également recensés, notamment des actes de sabotage sur le lieu de travail ainsi que les activités de renseignement menées par quatorze Français à Munich à partir d'octobre 1944. Un aspect particulièrement intéressant de l'ouvrage porte sur l'étude de quelques rares cas méconnus de résistance franco-allemande. Plusieurs groupes allemands de résistance ont en effet cherché le contact avec des étrangers, prisonniers ou requis, français ou d'autres nationalités. Ce fut le cas du groupe d'inspiration marxiste *Europäische Union* (Union européenne), fondé en 1943 par Robert Havemann à Berlin, celui fondé par l'ingénieur-chimiste Kurt Seifert à Zwickau ou celui dirigé par le communiste Hermann Müller aux usines Carl Zeiss à Iéna, en lien avec le réseau Theo Neubauer/Magnus Poser. L'ouvrage s'intéresse également aux relations que les requis ont entretenues avec la population civile allemande dont ils pouvaient partager l'essentiel du quotidien, ce qui permet une approche plus nuancée du comportement de cette population sous le national-socialisme. Ceux-ci ont ainsi bénéficié du soutien de certains civils, de dons de nourriture par exemple. Ils ont pu entendre des Allemands tenir des propos hostiles envers le régime, ce qui met à mal l'image propagandiste du peuple allemand massivement soudé derrière son gouvernement. Ils ont parfois partagé une même expérience de la peur dans les abris antiaériens et éprouvé une même lassitude envers la guerre. Cette expérience commune des civils français et allemands a souvent eu pour conséquence une compassion éprouvée par les requis à l'égard des victimes allemandes des bombardements. À leur tour, les requis ont quelque peu modifié l'image négative qu'avait une partie de la population allemande de l'ennemi héréditaire.

En conclusion, on peut dire que cet ouvrage est remarquable par son érudition, la quantité de sources dépouillées et la clarté du propos. Très documenté, doté d'une solide bibliographie et d'un index des noms, écrit dans une langue précise et agréable, il constitue une contribution scientifique importante sur cette période historique.

Ressources inhumaines. Les gardiens de camps de concentration et leurs loisirs.

Fabrice d'Almeida, Paris, Fayard, 2011, 210 p.

Par **Fredianno Sessi,** Université de Mantoue

Voici des années que Fabrice d'Almeida s'occupe de questions liées à l'organisation de l'État nazi et à ses reflets sur la société et la vie des hommes et des femmes qui la composent. Qu'il nous suffise d'évoquer, parmi ses ouvrages les plus récents, l'analyse de *La vie mondaine sous le régime nazi* (Paris, Perrin, 2006) et la direction du recueil de mémoires de Carl Schrade, *Le Vétéran* (Paris, Fayard, 2011). Son approche, qui privilégie l'histoire sociale, montre au lecteur la complexité et, en même temps, la « normalité » de la vie des individus ordinaires, mais aussi de ceux qui avaient fait un choix et militaient dans les rangs du parti nazi et de ses organisations. Le présent essai retrouve et décrit les types de passe-temps, culturels ou de divertissement, pratiqués par les gardiens des camps de concentration avec le soutien des hiérarchies militaires et nazies, est particulièrement intéressant, même s'il se présente comme une première approche non exhaustive. « Sans les gardiens de camps – écrit Almeida –, rien n'eût été possible [...] Leur obéissance, leur zèle ont été sans arrêt stimulés par une hiérarchie qui avait une conscience aiguë de leur importance » (p. 12). C'est précisément pour cette raison que les hiérarchies nazies ont adopté tous les moyens aptes à garantir une récupération et une recharge psychiques à tous ces hommes et ces femmes qui exerçaient leur devoir en se livrant fréquemment à des abus, des violences et des assassinats. Almeida parvient à démontrer, à travers cette vision particulière, comment les camps de concentration, loin d'être des structures isolées de la société nazie, étaient en fait des lieux à la fois de mort et d'exclusion [pour les victimes] et de socialisation pour les bourreaux. La formation continue, le sport, la musique et la culture, le théâtre et la peinture, le chant, les aires de loisirs, faisaient l'objet d'un soin circonstancié et rigoureux afin d'améliorer les rapports de fidélité au régime et les résultats finaux en « distrayant » les troupes de leurs activités normales.

Il va de soi qu'à la base de la formation de ces « ressources inhumaines » (pour paraphraser l'expression de « ressources humaines » qui est à la mode de nos jours en entreprise lorsqu'on parle des employés), il y avait surtout et d'abord l'endoctrinement et l'obéissance fanatique à l'idéologie et aux ordres. Mais il ressort tout aussi clairement de l'essai d'Almeida que la vie quotidienne des gardiens et gardiennes des *Lager* et des prisons nazis devait être agréable et heureuse, afin que durant les heures de travail ils puissent mobiliser toute leur violence contre les victimes désignées. La relecture sous

cet angle, par Almeida, de matériel documentaire déjà utilisé par d'autres historiens, ainsi que l'utilisation d'une nouvelle documentation, font de cette étude un livre important même s'il n'est pas définitif. Il représente un pas de plus sur la voie, déjà tracée par Christopher Browning, avec ses études sur les « nazis ordinaires », qui nous pousse à considérer comment il est socialement possible de « devenir » et de rester nazi, même dans une société qui devient criminelle au fil des mois.

Traduit de l'italien par Katarina Cavanna

Door **Fabian Van Samang,** Historicus

Een wetenschapper dient zich te onthouden van waardeoordelen. Niet enkel wat de inhoud van de analyse betreft heeft zijn individuele appreciatie geen enkel belang (hoewel de samenleving ze vaak nadrukkelijk verlangt), ook wat de keuze van het studieobject aangaat hoeft de onderzoeker zich niet te laten leiden door de luimen van de gemeenschap waar hij deel van uitmaakt. Terecht benadrukte de Duitse filosoof Arthur Schopenhauer dat de atmosfeer van (keuze-)vrijheid voor de waarheid onontbeerlijk is[1]. Precies daarom is de vrees van de Franse historicus Fabrice d'Almeida, dat een onderzoek naar de vrijetijdsbesteding van kampbewakers het publiek kan choqueren, begrijpelijk – en zijn besluit om het onderzoek desondanks te verrichten moedig en wetenschappelijk volwassen.

In *Ressources inhumaines* stelt d'Almeida zich de vraag hoe de controle over de vrije tijd het NS-regime in staat stelde zijn personeel (de kampbewakers) naar de vigerende ideologie te kneden, om op die manier de instelling (het kamp) sterker in de nationaalsocialistische samenleving te verankeren. Een complexe instellingsgeschiedenis dus, aan de hand van individuele preferenties van de kampbewakers, gebaseerd op de materiële overblijfselen van hun tijdverdrijf. *Ressources inhumaines* heeft tot doel, legt d'Almeida uit, "de geschiedenis van een instelling te observeren en verklaringselementen aan te reiken om de handelingen van zijn leden te begrijpen, vertrekkend van een materiële cultuur en organisatie[2]." Als metafoor van de kampbewaker gebruikt hij de herder, die er vanuit zijn gemarginaliseerde positie op toeziet dat de schapen niet uitbreken, en door zijn functie zélf onvermijdelijk denkpatronen ontwikkelt die zijn functie bevestigen en legitimeren. Centraal in de studie staat de stelling dat de vrije tijd een instrument van het SS-personeelsbeleid was – een instrument waarmee samenhorigheid, korpsgeest en ideologische afhankelijkheid

(1) Arthur Schopenhauer, *Middenstanders van de wetenschap. Over de universiteit*, Amsterdam, Wereldbibliotheek, 2008, p. 25.

(2) Fabrice D'Almeida, *Ressources inhumaines*, p. 26.

werden gecreëerd. Net daarom werden het huwelijk (en tot op zekere hoogte ook het concubinaat) volgens strikte rituelen in de geest van de SS hervormd. Budgetten werden vrijgemaakt om muziekinstrumenten aan te schaffen die in het NS-frame pasten (geen trompetten, die werden geassocieerd met de communistische fanfares, of saxofoons, die té veel aan jazz deden denken), om gezelschapsspelen onder de manschappen te verdelen, bioscoopbezoek mogelijk te maken, of sportattributen (zoals bokshandschoenen of voetballen) aan te kopen. Bibliotheken werden aangelegd, waarin boeken over specifieke SS-waarden werden samengebracht, met de bedoeling een samenhangende ideologie te ondersteunen en uit te dragen. Dit alles was eigen aan een totalitair regime, stelt d'Almeida, dat niet enkel de arbeid en het publieke leven poogde te reglementeren, maar ook de private sfeer en de vrije tijd naar eigen goeddunken trachtte vorm te geven.

Hoewel de keuze van het onderwerp gewaagd en vernieuwend is, is de uitwerking ervan eerder ongelukkig. Fabrice d'Almeida is een historicus, die een historisch onderwerp behandelt en daarvoor in wezen een specifieke historische methode hanteert. Dat betekent dat hij bronnen moet opsporen (waarvan zijn bibliografie getuigt), analyseren, kritisch benaderen, en op basis van zijn analyse een overzichtelijke synthese moet maken (*Ressources inhumaines* is dan het resultaat van die evenwichtige, weloverwogen verslaggeving). Maar dat is niet wat hier gebeurt. De voorliggende studie illustreert de recente tendens om geschiedenis, wijsbegeerte, psychologie en sociopolitieke wetenschappen door elkaar te halen. Op zich hoeft deze interdisciplinariteit geen probleem te vormen, wel integendeel. Het verklarende potentieel van een theorie, model of hypothese kan net toenemen naarmate meer elementen van verschillende wetenschappen tot één geheel worden versmolten. Voorwaarde is echter dat elk van die elementen zorgvuldig door de geëigende wetenschappelijk filters zijn gehaald – met andere woorden, dat ze zijn ontstaan volgens de geijkte methode die de optimale garantie vormt voor het onderscheid tussen waar en vals. Zo kan ik mij als historicus met de nodige voorzichtigheid bedienen van sociologische modellen die hun bruikbaarheid op verschillende domeinen al langdurig hebben bewezen, ter ondersteuning van een bepaalde historische hypothese. Maar als geschiedvorser hoef ik niet de rol van socioloog, filosoof of antropoloog over te nemen. Verworven vaardigheden verliezen wel vaker hun impact en waarde, eens de deskundige het domein van de eigen expertise heeft verlaten.

D'Almeida's studie is geen geschiedkundig werk. Het is een semi-filosofische analyse van een historisch onderwerp, geschreven door een academicus met een historische vorming. Het verslag vloeit niet voort uit de bronnenstudie, maar de (archivalische) bronnen werden opgespoord in functie van een vooraf gegeven hypothese. D'Almeida gebruikt heel wat fondsen uit het *Bundesarchiv* in Berlijn, maar al bij al blijft de concrete basis van zijn onderzoek (de bronnen die uitdrukkelijk de vrijetijdsbesteding behandelen) vrij beperkt. Bovendien poneert de auteur veel meer dan zijn bronnen toelaten. Dat Himmlers vader een klassieke opleiding genoot, en die

ook aan zijn kinderen probeerde mee te geven, is bekend. Maar of dit ook impliceert dat de latere *Reichsführer SS* 'de antieke meesters kende', en dat die aan de basis lagen van de scholing van toekomstige generaties SS'ers, is minder zeker (p. 17, 77). Wat we mogen afleiden uit de suggestie om een tekst van Nietzsche voor te lezen op het huwelijk van SS'ers is helemaal niet duidelijk – misschien verzinnebeeldde de 19e-eeuwse filosoof daadwerkelijk delen van de NS-doctrine, maar even goed weerspiegelde de aanbeveling een persoonlijke voorkeur van een onbetekenend bureaucraat, of werd de tekst door de betrokken echtparen uitsluitend als een zinledig en inhoudsloos ritueel beschouwd. Dat Nietzsches boeken (en andere) hun weg vonden naar de kampbibliotheken (p. 169-170) zegt hoegenaamd niets over de mentaliteit van de kampbewakers, die er wellicht weinig interesse voor toonden en ze misschien zelfs niet één keer ter hand namen. Als de afbeeldingen van Hitler, Himmler en Göring in de kampen 'de mate van fanatisme' van de kampbewakers weerspiegelden (p. 187), dan wijst elk portret in alle huidige officiële gebouwen waarschijnlijk op het fanatisme van de tewerkgestelde ambtenaren. En dat er 'zonder kampbewakers geen genocide' was geweest (p. 12) doet alvast geen recht aan de bij schatting 900 000 slachtoffers die zonder tussenkomst van kampbewakers, maar door de inzet van mobiele moordcommando's om het leven waren gebracht.

Bovenal stelt zich echter de vraag of de centrale these wel door het bronnenmateriaal wordt gedragen. Zo is het door d'Almeida beschreven gezamenlijk gebruiken van de maaltijd per definitie een sociale handeling en weerspiegelt de keuze van het voedsel altijd de maatschappelijke status van de disgenoten. De beschrijving ervan overstijgt uitsluitend het banale, indien wordt aangetoond dat het sociale fenomeen bij de beschreven subgroep inhoudelijk sterk afwijkend is van een gelijkaardig fenomeen bij andere maatschappelijke geledingen – wat de auteur niet doet (p. 111-121). Als d'Almeida stelt dat de aangehaalde sociale activiteiten doelbewust werden gemanaged door de NS-autoriteiten, met het oog op het beter functioneren van de instelling (het kamp, de SS), dan zijn daar bijzondere bewijsstukken voor nodig: brieven, protocollen van vergaderingen waar het thema op de agenda stond, of naoorlogse verslagen van relevante gesprekken. Maar die komen in het boek niet aan bod. Als die activiteiten daarentegen op een organische wijze zouden zijn gegroeid (zoals de auteur bijwijlen suggereert), dan moet de concrete impact op het (beter) functioneren van de instelling nog steeds worden aangetoond, wat evenmin gebeurt. Dit geldt in wezen voor alle beschreven sociale activiteiten, van de sport over de muziek tot de omgang met de dood. Het institutionaliseren van de rouw, bijvoorbeeld, zou "tot doel hebben de emoties van de bewakers tegenover de dood van hun eigen collega's te kanaliseren[3]." Of dit het officiële beleid is wordt echter niet door documenten ondersteund; en of de 'kameraadschap' op welke manier dan ook een beduidende impact heeft gehad op het functioneren van de kampen wordt evenmin bewezen.

(3) Fabrice D'Almeida, *Ressources inhumaines*, *op.cit.*, p. 195.

D'Almeida heeft met zijn boek stellig een thema aangesneden waarmee hij een hiaat in het historisch onderzoek heeft opgevuld. Dat de lezer na het doornemen van *Ressources inhumaines* iets meer *weet* van enkele kampbewakers is ontegensprekelijk. Maar of hij nu ook iets meer van hen *begrijpt*, valt sterk te betwijfelen.

La Seconde Guerre mondiale pour les Nuls

Robert Belot, Klaus-Peter Sick, Paris, Générales First (Coll. Pour les Nuls), 2011, 575 p.

Par **Anthony Michel,** Université de Lorraine

Expliquer un conflit dans sa globalité n'est pas chose aisée et faciliter son explication, en la rendant la plus objective possible, encore moins. C'est ainsi que la collection « Pour les Nuls » – qui tend à rendre un sujet, un thème accessible à tous – s'est attachée à rendre compte du déroulement de la Seconde Guerre mondiale par l'intermédiaire de deux historiens, l'un français Robert Belot et l'autre allemand Klaus-Peter Sick. Il s'agit ici d'une approche originale puisque le conflit est décrit du point de vue franco-allemand, ce qui permet de l'installer dans une dimension internationale. En effet, habituellement, l'histoire de cette guerre européenne puis mondiale est expliquée à travers le prisme national. Ici, les deux points de vue ne se juxtaposent pas, mais s'équilibrent pour proposer, à un public large et non spécialiste, une histoire du conflit la plus complète et la plus compréhensible possible.

Ainsi ce livre retrace toutes les grandes étapes de cette guerre : les origines, l'occupation allemande, les rafles et la déportation des Juifs, la France libre, la fin du nazisme et le monde de l'après-guerre. On peut également y découvrir et prendre connaissance de la prise du pouvoir par Hitler, du bombardement au Japon, de la débâcle de l'armée française, de l'attaque de Pearl Harbor, de la bataille de Stalingrad, du débarquement en Normandie, de la découverte des camps d'extermination et de la chute de Berlin. L'ouvrage est divisé en neuf parties chronologiques, pour un total de 49 chapitres, dont voici une présentation succincte.

Dans la première partie « L'Europe contre l'Europe », les auteurs expliquent comment la crise de 1929 et la montée du nazisme en Allemagne vont amener progressivement le futur chancelier Adolf Hitler à déclarer la guerre dans laquelle la France va entrer pour des raisons diplomatiques, géopolitiques et idéologiques. La deuxième, intitulée « Guerres, victoires et défaites », présente le « prétexte et la mystification » (p. 70) de l'origine du conflit germano-polonais. L'entreprise d'Hitler est lancée et celle-ci s'étend et se déplace vers l'Europe scandinave en passant aussi par le « Cas jaune » (p. 91), soit l'attaque éclair de la Hollande, de la Belgique et du

Luxembourg. La définition de la « drôle de guerre » (p. 103) est également donnée amenant ainsi à la défaite française et à la résistance britannique.

La troisième partie « L'Europe à l'heure allemande » détaille la germanisation et la vie des populations des territoires des pays vaincus par l'Allemagne hitlérienne. Sont évoqués également la collaboration et le régime de Vichy, l'économie de la guerre avec le pillage et la production, tout ce qui concerne la vie sociale (le rationnement, le marché noir, etc.), mais surtout la persécution des Juifs. Une situation s'internationalisant de plus en plus qui oblige les cinq continents à entrer en guerre (quatrième partie). Ainsi, l'URSS, le Japon, l'Amérique, l'Afrique font l'objet, pour chacun d'entre eux, d'un chapitre qui évoque leur implication à différents niveaux et enjeux au sein de la Seconde Guerre mondiale.

La cinquième partie se consacre à « la guerre totale » en présentant mondialement l'économie du conflit, les exclus, réfugiés et déportés et l'extermination des Juifs.

Une lutte a également été menée par les populations locales (même allemandes) pour combattre l'occupant. La sixième partie « Résistances et renaissances » définit tous les types de résistance, en présentant, par ailleurs, l'appel du général de Gaulle du 18 juin depuis Londres, les différentes actions menées dans l'ombre de la France occupée et la politique proposée pour la « France de demain » (p. 335). Dans ce prolongement, la septième partie expose les « reconquêtes militaires et libérations » dès le recul de l'Axe en Europe, avec la libération de l'Italie, une certaine partie de l'Europe « soviétisée » (p. 369), le débarquement américain en France et sa libération et la fin du nazisme. Un chapitre est aussi consacré à la découverte des camps de concentration et d'extermination.

La huitième partie, intitulée « 1945 : la quête d'un Nouveau Monde », évoque la fin du conflit avec le bombardement américain d'Hiroshima et de Nagasaki, le procès de Nuremberg, la conférence de Yalta (au cours de laquelle, la France devient « allié-vainqueur ») (p. 480) et le sort réservé à l'Allemagne vaincue.

La neuvième et dernière partie présente – c'est un leitmotiv – dix films (« Il faut sauver le soldat Ryan », USA, 1998) et chansons (« Maréchal, nous voilà ! », 1941) sur la Seconde Guerre mondiale ainsi que dix musées et mémoriaux à visiter (« Hiroshima », Japon et « Le camp des Milles », France). Les annexes donnent également une bibliographie, vidéographie et webographie indicatives.

Cette synthèse magistrale n'omet aucun événement marquant et donne le maximum d'informations très détaillées. De plus, pour rendre la lecture moins monotone et plus riche, certaines explications sont agrémentées d'encadrés soulignant certains points : une loi, un discours, une définition, un lieu, etc. Les chapitres sont également illustrés par des caricatures et des cartes sont proposées à la fin de l'ouvrage. La lecture de celui-ci peut être faite chronologiquement, mais chaque lecteur peut aussi directement trouver des renseignements précis sur un aspect particulier.

Fichés ? Photographies et identification 1850-1960

Jean-Marc Berlière, Pierre Fournié, (dir.), Paris, Perrin, 2011, 336 p.

Par **Charles Futerman,** AACCE – Paris

Cet ouvrage a été édité en corrélation avec une exposition organisée, par les Archives nationales à l'Hôtel de Soubise (Paris) en 2011. Cette exposition s'inscrit en continuité avec une table ronde qui a eu lieu en 2009 et qui a réuni l'association des archivistes français, des historiens, des juristes et défenseurs des droits de l'homme autour du thème : « Des fichiers hors du commun. »

Vingt-neuf contributeurs[1] ont participé à ce livre qui suit le même fil conducteur que l'exposition, sous la direction de Jean-Marc Berlière, professeur émérite, chercheur et historien de la police et Pierre Fournié, conservateur général du patrimoine aux Archives nationales, responsable du département de l'action culturelle et éducative.

Les termes conjoints de « photographie » et d'« identification » dans l'intitulé de l'exposition indiquent sans conteste que dans l'ordre de ce que réalise la photographie, celle-ci se met exclusivement au service de l'identification. Les dates se justifient d'une part parce que l'année 1850 correspond au premier usage significatif de la photographie au service d'un contrôle social et d'autre part parce que depuis l'année 1960 les archives ne sont plus librement communicables en France et dans les anciennes colonies.

En matière de photographie, le portrait photographique fait son apparition dans les milieux bourgeois dans la seconde moitié du 19e siècle. Il apparaît assez rapidement que son usage pourrait être fort utile pour l'identification de malfaiteurs libérés et récidivistes. Une photographie-portrait figure donc dans leur dossier.

De simple photographie, la photographie à usage de contrôle est devenue signalétique et anthropologique : prises de vue de profil et de face, mensuration de certaines parties du visage.

Qui dit contrôle dit dossier. Qui dit dossier dit création d'un fichier spécifique. Et sur le territoire français, ce n'est pas ce qui va manquer.

(1) Ont contribué à cet ouvrage sous la direction de Jean-Marc Berlière et Pierre Fournié : Ilsen About, Emmanuel Blanchard, Aurélie Brun, Sandrine Bula, Émile Charrier, Gérôme Cras, Vincent Denis, Jean-Claude Farcy, Emanuel Filhol, Thomas Fontaine, François Giustiniani, Marie-Christine Hubert, Dzovinar Kévonian, Olivier Kourchid, Régis Lapasin, Sébastien Laurent, Luce Lebart, Sylvie Le Clech, Sylvie Le Goëdec, Agnès Magnien, Sylvain Manville, Gérard Noiriel, Christèle Noulet, Pierre Plazza, Marc Renneville, Guillaume Robin, Jean-Lucien Sanchez, Adèle Sutre, Jean-Claude Vimont.

Fichier central de la Préfecture de police, fichiers à partir de recensements divers : Juifs pendant l'occupation… Fichier des nomades… Ces derniers étaient astreints à présenter un carnet anthropologique de la famille. Fichier des travailleurs algériens en France et en Algérie, dans les années 1950…

Que ce soit dans les camps d'internement pour civils, les camps de prisonniers de guerre, ou les camps d'extermination, on retrouve dans chacun de ces lieux d'enfermement, un fichier.

Qui dit fichier dit aussi recensement pour pouvoir l'établir. Figurent parmi les populations recensées : les nomades qui perdent le droit de voyager et sont assignés à résidence pendant la guerre (décret du 6 avril 1940), les populations juives sur ordre des autorités d'occupation (ordonnance en date du 27 septembre 1940).

Un recensement est également établi peu avant la fin de la guerre pour inventorier d'une façon aussi exhaustive que possible les personnes déportées : déportées de guerre (camps de prisonniers), déportées civiles (camps d'extermination).

Une fois les recensements établis, la moitié du travail est pour ainsi dire, déjà faite. Il ne reste plus qu'à exécuter ce qui a été minutieusement planifié. Et que les rafles commencent ! Rafles des gens du voyage, rafles de la population juive, rafles des Nord-Africains parqués dans des gymnases dans les années 1950.

Les criminels de guerre feront à leur tour l'objet d'un recensement qui conduira à établir des fiches classées elles-mêmes dans un dossier spécifique pour les poursuivre et les traquer, souvent avec succès.

Serge Klarsfeld et son équipe utiliseront eux aussi ces fichiers « exploités dans le cadre des travaux sur la Shoah. »

L'ouvrage est conçu de telle sorte qu'à un texte correspond une série de documents qui le renforce. Cette présentation invite le lecteur à opérer une double lecture. Lecture du texte lui-même et passage de cette lecture aux documents qui ne font pas qu'illustrer le texte. Cela va bien au-delà. L'auteur du texte, historien, explicite un évènement significatif propre à une période et les documents administratifs y renvoient. Et il y a comme cela, un mouvement de va-et-vient, le texte renforçant le document à moins que ce ne soit le contraire. Les documents présentés font trace, administrent la preuve, dénoncent les situations et les drames qui ont eu lieu. Ces documents, d'une certaine façon, représentent le signifiant, lequel renvoie au signifié : le texte de l'historien qui a pris en charge le sujet considéré.

Qu'en est-il de l'identification des personnes aujourd'hui ? Il est indéniable qu'elle a fait des progrès. Preuve en est notre carte d'identité biométrique. Il semblerait que la disparition des fichiers ne soit pas pour demain, surtout si l'on considère les nouveaux moyens de contrôle des citoyens que représentent le numérique et Internet.

L'heure d'exactitude

Annette Wieviorka, Paris, Albin Michel, 2011, 254 p.

Par **Judith Lindenberg,** EHESS

Annette Wieviorka a choisi la forme de l'entretien pour faire œuvre d'ego-histoire et revenir sur son parcours d'historienne afin d'en retracer la genèse. Chaque chapitre est consacré aux grandes étapes de sa vie et de son travail, à travers une interpénétration constante de l'un et l'autre : les origines yiddish, l'expérience chinoise, le retour aux racines, les travaux sur la mémoire et les témoignages de la Shoah.

L'intérêt de ce récit tient à la fois à la richesse du vécu qui a croisé, voire donné son empreinte, à plusieurs grandes expériences collectives (le maoïsme, la mémoire de la Shoah) et au regard rétrospectif et critique qu'elle porte, en historienne, sur sa propre trajectoire. Le premier chapitre, consacré aux origines et à l'enfance, est une plongée dans le milieu juif polonais immigré de l'avant à l'après-guerre. Modeste, mais baigné de culture et de politique, il est marqué par les grandes figures de la famille : Wolf Wieviorka, le grand-père dont l'évocation ouvre l'entretien, mort à Auschwitz, qui avait fui son « milieu religieux étouffant[1] » parce qu'il voulait être écrivain et émigra à Paris ; Aby Wieviorka, fils de Wolf et père d'Annette, dont les récits de l'enfance dans le Paris de l'entre-deux-guerres restituent, malgré des conditions matérielles très dures, un foisonnement intellectuel et vital exceptionnel ; Roger Perelman, oncle maternel devenu médecin, exemple de la réussite sociale républicaine. Dans ce milieu dont la religion est absente sont véhiculées des valeurs propres au judaïsme : l'importance et le respect du livre et de la culture, la valeur de l'étude. S'y ajoute l'intégration, qui coupe les enfants d'un héritage linguistique yiddish dans lequel ils baignent[2], engendrant une nostalgie paradoxale – après une période d'évitement qui fut collective (« pour moi, la version chinoise du communisme présentait l'insigne avantage de ne pas comporter de "question juive[3]" », dit-elle) –, à l'origine de son travail futur[4].

Cette enfance d'immigrés juifs polonais, mais aussi l'épisode hallucinant du séjour en Chine sont racontés avec distance et prennent sens dans une recontextualisation

(1) Annette Wieviorka, *L'heure d'exactitude*, Paris, Albin Michel, 2011, p. 13.

(2) Wolf Wieviorka a écrit de nombreuses nouvelles en yiddish qui furent traduites en français : Wolf Wieviorka, *Les déracinés*, traduit du yiddish par Batia Baum et Shmuel Bunim, Paris, Est Ouest, 2004. Aby Wieviorka a traduit le roman de Sholem Ash, *La sanctification du nom,* Lausanne, L'Âge d'homme, 1985, ainsi que *Fichké le boiteux,* Mendele Moykher Sforim, Paris, Éditions du Cerf, 1996.

(3) Annette Wieviorka, *op.cit.*, p. 36.

(4) « J'ai eu longtemps la nostalgie de ce temps que je n'ai pas connu. J'ai pensé, à juste titre, que notre vie, notre rapport à la langue et à la culture yiddish auraient été très différents si ces grands-parents-là avaient vécu. » *Ibid.*, p. 17.

historique et sociologique. Plus encore, Annette Wieviorka montre comment le vécu participe lui-même à l'apprentissage du métier d'historien : ainsi, « l'expérience de cette vie totalement artificielle à l'étranger[5] » pendant le séjour chinois lui a servi pour comprendre la vie des époux Thorez et ses rapports avec les autres partis communistes, qu'elle a retracés dans une biographie du couple[6]. Ou encore, le silence sur la disparition des grands-parents pendant l'enfance va nourrir une réflexion pionnière sur la mémoire de la Shoah : ce sera sa thèse, publiée sous le titre *Déportation et génocide*[7] en 1992.

Dans l'alternance des grandes étapes qui la constitue, deux grands thèmes se relaient et se croisent parfois : le communisme et la judéité. Si c'est le premier qui l'a d'abord occupée – à titre personnel, mais également en lien avec un héritage familial –, le second, qui commence et termine l'ouvrage, est au fondement de son métier : « je suis devenue historienne par l'écriture des *Livres du souvenir*[8]. » La découverte de ces Livres, existant depuis la fin du XIXe siècle dans la diaspora juive, mais chargés d'un nouveau sens après la Shoah, a été le déclencheur d'une réflexion sur l'absence d'une mémoire de cet événement qui a finalement abouti, en plusieurs jalons de son travail, à l'instauration de cette mémoire, désormais incontournable.

La trajectoire d'Annette Wieviorka est exemplaire à plusieurs titres : d'un point de vue sociologique, elle part du milieu yiddish politisé d'après-guerre pour arriver aux ors de la République. Son parcours professionnel, loin d'être linéaire, montre conjointement l'apparition d'une vocation et la construction progressive d'un savoir-faire du métier d'historien, tardivement institutionnalisé. Enfin, sa contribution aux questions mémorielles et testimoniales et à leur imposition dans l'espace public sont telles que le récit de son parcours est indissociable de ces enjeux (l'entretien est sous-titré « Histoire, mémoire, témoignage »). Et pourtant, ces questions devenues aujourd'hui centrales sont toujours sous-tendues par d'autres, au contraire largement négligées : ainsi A. Wieviorka ne cesse d'opérer un jeu de renvoi entre la question du témoignage et sa source yiddish.

L'absence d'écho du livre sur les *Livres du souvenir*[9], son premier ouvrage d'historienne écrit avec le yiddishiste Yitskhok Niborski, semble inversement proportionnelle et symétrique, à la très grande fortune rencontrée par *L'ère du témoin*[10], et pourtant il s'agit des deux faces d'une même médaille. Ce dernier ouvrage apparaît au contraire presque doté d'une portée performative, tant il a renforcé la présence dans l'espace public de ce témoin, apparu avec le procès Eichmann, qu'il désigne. Annette

(5) *Ibid.*, p. 45.

(6) Annette Wieviorka, *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Paris, Fayard, 2010.

(7) Annette Wieviorka, *Déportation et génocide*, Paris, Hachette, 1992.

(8) Annette Wieviorka, *L'heure d'exactitude*, *op.cit.*, p. 62.

(9) Annette Wieviorka, Yitskhok. Niborski, *Les livres du souvenir*, Paris, Gallimard Julliard, (coll. Archives), 1983.

(10) Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Paris, Hachette, 1995.

Wieviorka ne manque pas elle-même de souligner les phénomènes de réception qui ont accompagné son travail et qui, par leur amplitude extrême, sont indissociables de ce travail lui-même.

À travers la croyance en l'Histoire et dans le rôle de l'historien dans la société, elle se place ainsi dans la filiation d'un autre historien, revendiqué comme modèle : Emmanuel Ringelblum, grand défenseur de la langue yiddish, à l'origine des archives dans le ghetto de Varsovie, qui a toujours cru en l'histoire même dans les moments les plus sombres et dont le travail, réalisé dans des conditions désespérées, et parvenu jusqu'à nous par miracle, donne sens, à la fois par sa situation historique et par la leçon qu'il transmet, à la tâche de l'historien d'aujourd'hui.

Juicios por crímenes de lesa humanidad en Argentina

Gabriele Andreozzi (coord.), Buenos Aires, Cara o Ceca, 2011, 303 p.

Par **Nadia Tahir,** Université Paris IV – La Sorbonne

Actuellement, l'Argentine est l'un des rares pays au monde à juger les responsables d'un système répressif mis en place pendant un régime dictatorial ou autoritaire, et ce, plus de trente ans après les faits. S'il est vrai que le régime militaire argentin a créé une série d'outils légaux pour instaurer « l'ordre » au sein de la société, c'est avant tout l'organisation clandestine de la répression qui caractérise la dictature argentine. Ainsi, depuis la fin de la dictature, tous les gouvernements ont élaboré des politiques étatiques portant sur le passé dictatorial : Commission nationale pour la disparition forcée de personnes (CONADEP), Procès aux Juntes, lois de Point Final et d'Obéissance due, grâces présidentielles, lois de réparation économiques pour les victimes et leurs proches, création d'espaces et/ou de musées pour la mémoire. Toutes ces initiatives ne sont pas à mettre sur un pied d'égalité et elles sont toutes le fait de mesures prises dans un contexte historique et politique précis. Toutefois, elles permettent toutes de comprendre la situation inédite que vit actuellement l'Argentine.

C'est dans cette optique que s'inscrit l'ouvrage dirigé par le politologue italien Gabriele Andreozzi : *Juicios por crímenes de lesa humanidad en Argentina*. Le livre revient sur les différentes étapes politiques, sociales et judiciaires qui ont permis la multiplication actuelle des procédures judiciaires. Le parti pris de l'éditeur est la réunion d'auteurs issus d'univers très différents ; d'un côté figurent les articles de chercheurs argentins travaillant sur les questions liées au passé dictatorial, de l'autre, ce sont des acteurs de procédures en cours ou de procédures menées en dehors de

l'Argentine qui reviennent sur leurs actions. Cette double perspective permet au lecteur – notamment au lecteur étranger – de mieux comprendre l'enjeu de ces procès dans la société argentine. En effet, l'une des singularités de l'ouvrage est qu'il est dirigé par un politologue italien qui, fin connaisseur du cas argentin, n'en oublie pas moins de faire référence au cas de son propre pays et d'autres pays tel que l'Espagne. Ainsi, il insiste sur le « risque de nouvelle rupture sociale » qui n'empêche pourtant pas les Argentins de se lancer dans ces multiples procédures. Il insiste sur le fait que les procès ont lieu dans le cadre de la justice nationale et que ce ne sont pas des tribunaux internationaux ou spéciaux qui se chargent de ces cas. G. Andreozzi souhaite donc avant tout rendre hommage à ces initiatives.

L'ouvrage est constitué de quinze articles rassemblés dans quatre chapitres. Le premier chapitre revient sur le contexte historique postdictatorial, entre 1983 et 2010. Le journaliste et directeur du *Centro de Estudios Legales y Sociales* (CELS), Horacio Verbitsky donne une vision d'ensemble de toutes les étapes par lesquelles sont passées les associations de défense des droits de l'homme après vingt-sept ans de démocratie. Le texte de Bruno Nápoli complète ce résumé avec un éclairage sur certains aspects légaux significatifs. Marcos Novaro propose, quant à lui, une étude plus précise et particulièrement intéressante des, très souvent décriées, politiques dites de défense des droits de l'homme de Raúl Alfonsín, premier président après la dictature. Ainsi, Novaro montre à quel point ces premiers pas constituent une base de travail pour les procès qui se déroulent dans l'actualité.

Le deuxième chapitre se centre sur les deux premiers axes fondamentaux revendiqués par les associations de défense des droits de l'homme et par l'actuel gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner : Mémoire et Vérité. Les trois articles de ce chapitre ont été écrits par des acteurs de procès menés hors du territoire argentin, ici en Italie et en Espagne. Chiara Forneris et Giancarlo Maniga, respectivement juriste et avocat, évoquent les procédures menées sur le sol italien. Carlos Slepoy, avocat argentin résident en Espagne, raconte les étapes qui ont mené à des condamnations et ont contribué à placer le cas argentin sur le devant de la scène judiciaire internationale aux côtés du cas du dictateur chilien Augusto Pinochet. Ces textes apportent un éclairage sur les vraies conséquences de ces procédures en Argentine et dans les pays où elles se sont déroulées. Dans les trois cas, les acteurs montrent à quel point les actions à l'étranger participent à la construction d'une justice universelle. Toutefois, comme le souligne Carlos Slepoy, elles sont aussi le reflet de l'instauration d'une impunité dans le monde. Les procès dans des pays autres que ceux où se sont produits les faits peuvent devenir un outil, mais ils ne doivent servir que pour permettre la fin de l'impunité dans ce pays.

Le troisième chapitre porte sur le troisième et dernier axe : la Justice. Les cinq articles sont écrits par des acteurs, juges, avocats et/ou militants des droits de l'homme qui sont engagés dans les procès en cours en Argentine. Il s'agit de témoignages de

première main de ceux qui au quotidien travaillent pour ces causes judiciaires. Pour certains, comme Ana Oberlin ou Vera Vigevani, il s'agit de raconter leurs parcours et celui de leurs organisations respectives qui voient une de leurs réclamations sur la voie de la résolution. Pour Daniel Rafecas, Carlos Rozanski et Rodolfo Yanson, deux juges et un avocat, l'objectif est non seulement de revenir sur les étapes juridiques qui ont permis ces procès, mais aussi d'évoquer leur expérience personnelle lorsqu'ils sont professionnellement confrontés à des cas qui affectent l'ensemble de la société argentine. Si tous ces acteurs estiment qu'il s'agit d'actions importantes, ils soulignent tous les problèmes que pose cette situation inédite. Du point de vue juridique, les acteurs insistent sur le fait que les institutions judiciaires n'étaient pas prêtes au moment de l'annulation des lois de Point Final et d'Obéissance due en 2005. De nouvelles lois auraient dû rapidement être votées pour mieux gérer l'affluence de plaintes à l'encontre des tortionnaires et de leurs collaborateurs. Quant aux victimes et à leurs proches – pour les juristes et avocats aussi – le plus gros problème est lié aux formes mêmes des procès. Tous réclament des procès plus conséquents qui réuniraient plusieurs plaintes et éviteraient ainsi aux témoins – les survivants des centres clandestins de détention et les proches de détenus disparus – de répéter leurs témoignages à plusieurs reprises. Par ailleurs, cela accélérerait les procédures et éviterait ainsi que des procès n'aient pas lieu suite au décès d'une victime ou d'un tortionnaire. Dans les deux cas, plus le temps passe, plus ils vieillissent, moins il y a de possibilités de les confronter.

Pour finir, le quatrième chapitre est constitué de quatre articles de chercheurs argentins qui donnent un cadre historique à l'ensemble des faits relatés précédemment et permettent ainsi de mieux comprendre ce qu'ils représentent pour la société argentine et pour la consolidation de la démocratie dans ce pays. Alejandro Kaufman, Marina Franco, Emilio Crenzel et Hugo Vezzetti analysent les différentes constructions discursives qui se sont développées dans le présent sur le passé dictatorial, sur la transition et sur la période qui précède le coup d'État. Ces travaux contribuent à l'élaboration d'une étude plus approfondie de ces moments historiques. L'article de Marina Franco revient ainsi sur une question qui fait encore débat aujourd'hui : le lien entre le gouvernement du général Perón et celui de son épouse avec la mise en place d'un système répressif. De même, la bataille des chiffres autour des disparus – de 10 000 à 30 000 – évoquée à la toute fin de l'article d'H. Vezzetti permet de voir que les enjeux autour du passé dictatorial sont encore nombreux, et ce, malgré les procédures judiciaires inédites.

Ainsi, en revenant sur les articles publiés dans l'ouvrage, le travail de Gabriele Andreozzi ne cherche pas tant à présenter des conclusions qu'à constituer une radiographie de l'état actuel de ces procédures. En donnant la parole à des acteurs directement impliqués dans les procédures et à des chercheurs qui ouvrent de nouvelles pistes sur plus de trente ans d'histoire récente argentine, cet ouvrage tente avant tout de saluer une action qui constitue, pour lui, un vrai point de départ dans la construction d'une nouvelle relation entre les Argentins et leurs institutions.

Einsatzgruppen. Sur les traces des commandos de la mort nazis

Michaël Prazan, Paris, Seuil, 2010, 570 p.

Par **Frediano Sessi,** Université de Mantoue

Ce récit à plusieurs voix (auteur, témoins des meurtres et collaborateurs) veut restituer au lecteur les faits qui ont abouti à la destruction et à la disparition d'une grande partie des communautés juives d'Europe centrale, ainsi qu'à l'élimination de nombreux prisonniers de guerre soviétiques et « Tsiganes » (selon la définition nazie). Il se base également sur des documents d'archives même s'il « n'a pas prétention à être un ouvrage de référence » (p. 16). Cette oeuvre voit le jour en complément d'un film documentaire de trois heures du même titre, diffusé sur France 2 et disponible en DVD (la Fondation de la mémoire figure au nombre de ceux qui soutiennent l'édition du film). Prazan est un jeune réalisateur de documentaires qui a à son actif des films et des livres remarquablement intéressants parmi lesquels figure en bonne place l'ouvrage sur le procès Eichmann réalisé avec Annette Wieviorka.

Le livre organisé en deux parties (la première est consacrée à l'année 1941, la seconde recouvre une période comprise entre 1942 et 1945) suit pas à pas les déplacements des Einsatzgruppen (à savoir les groupes d'intervention et de police allemands qui opèrent dans le sillage des armées, « les commandos mobiles de tuerie » selon la définition de Raul Hilberg) et il en décrit les crimes et méfaits. C'est aussi le récit du voyage de l'auteur pour reconstruire cette première phase du processus d'extermination des Juifs et des populations de races inférieures d'Europe (selon l'échelle de valeurs nazie) uni à un parcours à rebours dans la mémoire des lieux et des gens. On a souvent l'impression que le récit des témoins interpellés n'a pas été soumis à un « contrôle » historique de même qu'on n'a pas souvent la perception exacte du contexte des massacres, mais le récit est néanmoins toujours efficace et précis. Nous sommes donc en présence d'une oeuvre de haute divulgation historique et mémorialiste qui mérite d'être lue et complétée par le contenu souvent inédit du documentaire. L'impact émotif du texte et du film est très fort. Le corps des victimes, leur douleur, leur désespoir jaillissent de la page (comme de l'écran). C'est une dure condamnation de l'action d'épuration ethnique des nazis. Ainsi prend corps la première phase de l'extermination, fréquemment passée sous silence ou reléguée au second plan par rapport à l'univers industriel de destruction des corps représenté par le camp de concentration d'Auschwitz. Malgré le caractère de divulgation et d'information de l'oeuvre dont l'auteur est parfaitement conscient, le travail de Prazan mérite de trouver place dans les bibliothèques des spécialistes et des enseignants.

Traduit de l'italien par Katarina Cavanna

Face au totalitarisme. La résistance civile

Jacques Semelin, Bruxelles, André Versaille, 2011, 111 p.

Par **Hélène Camarade,** Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3

Ce court ouvrage, clair et agréable à lire, est issu de la note de synthèse rédigée par Jacques Semelin pour l'obtention de son habilitation à diriger des recherches en Sciences politiques. Il résume de façon chronologique et thématique le parcours de recherche emprunté par l'auteur au cours des quinze dernières années et propose un bilan de ses travaux sur la résistance civile face aux régimes autoritaires ou totalitaires, principalement en Europe à l'époque nazie et dans le bloc de l'Est sous obédience soviétique. Ce texte met en évidence la particularité de la démarche de Jacques Semelin dont le travail se trouve à la croisée entre le questionnement politiste et les recherches de restitution historique, et favorise une approche transnationale des phénomènes de résistance ou des débats conceptuels qu'ils ont suscités. L'auteur cherche à expliquer comment des contre-pouvoirs dénués de force physique ont pu tout de même faire vaciller ou ont même renversé des pouvoirs politiques.

L'ouvrage est organisé en trois chapitres. Le premier porte sur des réflexions conceptuelles autour de la notion de résistance civile. L'auteur la définit au début de ses recherches (1983-1989) comme un « processus spontané de lutte de la société civile par des moyens non-armés », ce qui comprend par exemple, pour l'époque nazie, les protestations des Églises, les grèves, les manifestations, les protestations de cours de justice ou les activités de contre-propagande et d'aide aux persécutés. Au fil de ses recherches, l'auteur affine la notion en abandonnant, à partir de 1995, le concept de « non-violence », trop souvent utilisé par défaut. Il présente désormais la résistance civile comme « la résistance d'acteurs sociaux ou politiques appartenant à la société civile et/ou à l'appareil de l'État, et ce, par des moyens politiques, juridiques, économiques ou culturels. » Il choisit de s'intéresser aux formes essentiellement collectives et actives de résistance, et réserve les notions de dissidence ou de désobéissance à des manifestations individuelles, qui sont parfois le prélude au passage à l'action collective. Le choix du terme « civil » permet à la fois de souligner l'absence de recours aux armes, mais aussi les liens entre les phénomènes de résistance et la lutte citoyenne pour la construction (ou la reconstruction) de la démocratie.

La deuxième partie résume les travaux de recherche portant sur les résistances civiles contre « l'Europe nazie » et propose une présentation de la méthode de recherche appliquée dans l'ouvrage *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe*

1939-1943[1]. Une quarantaine de phénomènes de résistance collective y sont étudiés et comparés, que ceux-ci se soient manifestés de manières anonyme et clandestine (sabotage, aide aux persécutés) ou publique (protestations). L'espace géographique concerné englobe l'Europe occidentale (France, Belgique, Pays-Bas), la Scandinavie (Danemark, Norvège), l'Europe du centre-Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie), mais aussi l'Allemagne hitlérienne. Par cette approche comparative, l'auteur contribue à réhabiliter, dès 1989, la résistance allemande qui est, à cette époque encore, largement méconnue en France. Trois notions sont au cœur de l'analyse du comportement résistant : l'importance de la cohésion sociale, la légitimité de l'action et les tentatives afin de toucher l'opinion publique. L'auteur s'intéresse également aux limites de la résistance civile qu'il identifie comme étant la collaboration et l'absence de cohésion sociale. Il propose une théorie dites des trois « écrans-protecteurs » que sont l'État, l'opinion publique et les réseaux de sauvetage afin d'augmenter les chances de survie des persécutés pour raisons raciales.

La troisième partie du texte se concentre sur les recherches consacrées aux phénomènes de résistance civile en « Europe soviétisée », principalement dans *La Liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*[2]. Trois thèmes sont au cœur de cet ouvrage : le rôle des médias occidentaux dans les processus de résistance civile dans le bloc de l'Est, et notamment celui des radios occidentales, l'étude du cas polonais de 1981 (date de la création du syndicat Solidarnosc) jusqu'en 1990, et l'analyse du rôle que revêt la communication dans les phénomènes de résistance entre 1947 et 1989. L'auteur y démontre de façon convaincante que la conquête de la liberté fut, dans le bloc de l'Est, avant tout une conquête de la parole. De manière générale, l'originalité des recherches menées par Jacques Semelin porte sur l'importance de la communication dans l'acte de résistance, qui implique à la fois une mise en réseau des forces résistantes (communication interne), mais aussi des tentatives afin de fédérer et informer l'opinion publique (communication externe). Ces catégories d'analyse ont fait la preuve de leur pertinence pour l'époque nazie et l'époque soviétique, ouvrant éventuellement le champ à des approches comparatives désormais menées entre les systèmes autoritaires et totalitaires au cours du XXe siècle.

(1) Jacques Semelin, Paris, Payot, 1989.

(2) Jacques Semelin, Paris, Belfond, 1997.

La Mort de l'adversaire

Hans Keilson, Paris, Seuil, 2012, traduit de l'allemand par Dominique Santoni,

Par **Aurélia Kalisky,** Zentrum für Literatur und Kulturforschung – Berlin

Un élan qui pleure la mort du loup dont le destin est de le dévorer.

Dans le numéro 110 de *Témoigner. Entre Histoire et Mémoire*, nous avions déjà attiré l'attention sur la parution de *Eine Reise* (*Un Voyage*) de H.G. Adler, chef-d'œuvre resté méconnu en Allemagne jusqu'à ce qu'il soit republié en 1999 puis enfin traduit en France en 2011. Un an plus tard paraît aux éditions du Seuil un autre chef-d'œuvre, redécouvert en Allemagne en 1989 et lui aussi inédit en français : *La Mort de l'adversaire* de Hans Keilson.

Hans Keilson est né en 1909 dans une petite ville au Nord-Est de Berlin dans une famille de commerçants juifs assimilés. Son premier livre, *Das Leben geht weiter* (*La Vie continue*), paraît en 1933. Inspiré de la vie du père de l'auteur, le roman raconte la chute d'un commerçant juif sous la République de Weimar. Analysant le « démontage à la fois économique et psychique » du personnage principal et la lente prise de conscience politique de son fils, *La Vie continue* annonce la fin de la « symbiose judéo-allemande », que Martin Buber diagnostiquera en 1938. Son titre résonne aujourd'hui d'une amère ironie, quand on sait que le texte fut interdit dès 1934 par la machine à censure nazie, rattrapé par le cours même de l'histoire qu'il racontait. Keilson fut ainsi le dernier écrivain juif à publier un roman aux éditions Fischer avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. De 1934 à 1936, Keilson, reste en Allemagne malgré l'interdiction de publier ses écrits et d'exercer la médecine. Il devient professeur de sport et éducateur dans des écoles juives, puis finit par émigrer en 1936 aux Pays-Bas avec sa femme Gertrud Manz. Il y reprend ses activités de médecin et d'écrivain, publiant notamment, sous pseudonyme, des poèmes dans la revue littéraire *De Gemeenschap*. Pendant l'occupation nazie, il continue d'exercer la médecine sous un faux nom et travaille pour un réseau d'aide aux enfants juifs. Il parvient à survivre dans la clandestinité, mais ses parents, qui l'ont entre-temps rejoint à Amsterdam, sont tous deux déportés et assassinés à Auschwitz.

Keilson et sa femme s'installent définitivement aux Pays-Bas après la guerre. Il continue de se consacrer à l'écriture tout en se spécialisant en pédopsychiatrie et en psychanalyse, et crée avec d'autres survivants juifs l'organisation « Ezrat HaJelet » (« Aide à l'enfance »), destinée à soutenir des orphelins de la Shoah. Après vingt ans de travail avec les enfants traumatisés, il développe la notion de « traumatisation séquentielle » dans l'extraordinaire ouvrage *Enfants victimes de la*

guerre[1], livre qui n'a jamais vraiment dépassé le cercle de spécialistes du « trauma » malgré son importance pour la compréhension des effets de la violence politique sur le psychisme. Avec ses travaux, Keilson a notamment montré les ravages d'un aspect central de la destruction génocidaire, l'interdiction du deuil, entraînant un deuil impossible qui ne peut plus montrer un « visage humain[2] ». Il est ainsi l'un des premiers théoriciens de la psychanalyse à suivre les pistes déjà explorées par Freud concernant la circulation possible entre les notions destinées à décrire le fonctionnement du psychisme individuel d'une part, et les concepts permettant de penser les formes de « traumatisations collectives » d'autre part.

Parallèlement à son activité de psychiatre, il continue d'écrire, essentiellement des nouvelles, de courts récits et des poèmes, puis, à partir des années 1980, des essais. L'essai représente pour lui la forme hybride par excellence, résultant de l'entrelacement de la pensée objectivante et de sa subjectivation rythmée, capable ainsi de suivre le cours parfois capricieux de la *pensée à l'œuvre*. Keilson ne cessera de parler de l'interaction entre ses deux activités (l'écriture littéraire, d'une part, la réflexion théorique et la pratique en psychanalyse d'autre part) comme de démarches fondamentalement *complémentaires*. Pour lui qui se voit comme un traducteur entre des langages différents, il s'agit de construire, par la recherche d'une forme, une correspondance entre les idiomes. En faisant s'exprimer les enfants et en les aidant à transmettre l'expérience de cet « autre monde » qu'ont été les camps, les cachettes et les ghettos, le thérapeute voit dans les récits qu'il recueille une langue fondamentalement « étrangère » à l'humanité intacte. En tant qu'écrivain, cette fois, il cherche la forme adéquate capable d'opérer la transfiguration littéraire de l'expérience du génocide jusqu'à ce lieu – psychique, éthique et poétique – que la langue ordinaire n'est plus capable d'atteindre.

Un peu plus d'un an après sa mort survenue en mai 2011, le texte qui constitue peut-être son meilleur roman, *La Mort de l'adversaire*, paraît en traduction française. Commencé pendant la guerre – Keilson a écrit les cinquante premières pages dès 1942 aux Pays-Bas et enterré le manuscrit dans son jardin – ce récit s'ouvre sur une mise en abyme du roman réel, usant du topos du manuscrit retrouvé : un narrateur présente le texte qu'on va lire comme un manuscrit lui ayant été transmis par un avocat hollandais, qui se l'est lui-même vu confier par un client pendant la guerre. À la fin du roman, on apprend que l'auteur du manuscrit est mort juste avant la capitulation allemande en tant que résistant, abattu en pleine rue par un SS. Le récit principal, écrit à la première personne par ce « persécuté » (p. 8) dont on comprend rapidement, bien qu'aucune date ni aucun nom ne soient jamais mentionnés, qu'il s'agit d'un Juif allemand caché aux Pays-Bas, retrace rétrospectivement la jeunesse de son auteur sous

(1) Issu de sa thèse en psychiatrie et psychanalyse et publié en 1979 sous le titre *Sequentielle Traumatisierung bei Kindern. Deskriptiv klinische und quantifizierend statistische follow-up Untersuchung zum Schicksal der jüdischen Kriegswaisen in den Niederlanden*. Cf. la traduction *Enfants victimes de la guerre,* Paris, PUF, 1998.

(2) Keilson utilise cette expression dans son texte en néerlandais « Afscheid, herinnering en rouw » *in Scheiding en rouw* H. 6, Utrecht, Icodo, 1983, p. 16-22.

la République de Weimar, puis l'arrivée au pouvoir des nazis suivie de son exil et de sa survie clandestine aux Pays-Bas. Il ne s'agit pas d'un simple récit autobiographique, loin de là. Sa particularité est en effet d'être entièrement centré sur la place, dans le psychisme du narrateur, de celui qu'il appelle son « ennemi » ou son « adversaire » : « B », une simple lettre derrière laquelle on reconnaît aisément Adolf Hitler.

Dès l'ouverture du roman s'installe chez le lecteur une sorte de malaise, né de l'étrange relation entre le protagoniste et son « adversaire ». Car ce narrateur semble revendiquer et assumer un *lien* fondé sur une « inimitié » réciproque, dont il entreprend un récit détaillé, de sa genèse jusqu'à sa dissolution, c'est-à-dire jusqu'à la disparition, à la fois crainte et souhaitée, de B, l'« ennemi » qu'il projette – on le comprend à demi-mot – d'assassiner. Depuis le lieu où il se cache aux Pays-Bas, le narrateur retrace sa socialisation en tant que Juif allemand assimilé, progressivement confronté à l'exclusion, puis la montée du national-socialisme et le repli communautaire qui en résulte avec, à chaque étape, ses réflexions de l'époque sur son « adversaire ». Ce qui caractérise ce narrateur est à la fois la position d'*extériorité* qu'il tente de maintenir par rapport à sa situation historique objective en tant que persécuté, et la troublante *intériorisation* du discours et de l'argumentation antisémites qu'il tente de comprendre – au sens quasi étymologique de « prendre *avec* soi », « prendre *en* soi ». Le narrateur refuse ainsi à plusieurs reprises de se « soumettre à un destin commun » (p. 90), ce qui éveille la méfiance et la désapprobation des autres persécutés, sans s'engager dans une résistance active pour autant : la scène de son combat reste avant tout abstraite, psychique, *philosophique*.

Étymologiquement, le *Widersacher* du titre original allemand est un mot qui porte l'idée d'une symétrie : il signifie celui qui argumente, cherche querelle et se dispute *contre*, et trouve son équivalent dans l'« adversaire » français qui, dérivant du latin *ad verso*, est celui qui se « tourne » contre. Cette symétrie (impossible) est le fil d'Ariane du roman : là où la communauté des victimes subit une persécution impersonnelle dont les formes prennent une dimension planétaire, le narrateur juif, dont on ignore pourtant jusqu'au nom, persiste à « prendre les choses personnellement ». Son attitude revient à tenter de « former une communauté avec son ennemi », afin de « combler la fracture qui déchire ce monde, de la colmater pour la rendre invisible, afin qu'elle n'existe plus. » Cette ambivalente intériorisation de la haine antisémite prend évidemment des allures d'autodestruction : elle implique une forme d'acceptation de l'exclusion subie, puis une auto-exclusion plus ou moins assumée de la communauté juive en raison de sa persistance à tenter de « comprendre » son ennemi.

Si la relation entre le narrateur et son « adversaire » reste ambivalente jusqu'à la fin du roman, le parcours du personnage est jalonné par ses prises de conscience progressives, sorte de tournants où le lien se transforme, se précise, se révèle jusqu'à dévoiler sa nature véritable : une danse avec la mort et le néant. Ces étapes correspondent à des confrontations, tantôt sous la forme de *dialogues* philosophiques

(conversation avec un père acceptant passivement le poids d'un destin collectif ; avec un ami d'enfance allemand séduit par Hitler qui rompt son amitié par conviction politique ; avec un Juif essayant de démontrer au narrateur l'ambiguïté de sa position de fausse neutralité et de le convaincre de l'importance d'une conscience et d'une identité collectives), tantôt sous l'aspect terrifiant d'*infractions* du réel dans l'abstraction de la réflexion philosophique, provoquant soudain la mutité (un discours d'Hitler en personne que le narrateur écoute, médusé, lors d'un meeting en petit comité dans une auberge allemande ; l'abominable récit de la profanation d'un cimetière juif par un groupe de jeunes nazis, qui éclaire d'un jour nouveau la saisissante formule de Benjamin dans ses « Thèses sur la philosophie de l'histoire » : « devant l'ennemi, en cas de victoire de celui-ci, même les morts ne seront point en sécurité » ; une déchirante scène d'adieu aux vieux parents du narrateur abandonnés à leur sort, qui attendent et acceptent leur prochaine déportation comme un destin inévitable, tout en persistant à se mentir sur la signification de leur arrêt de mort ; une deuxième apparition publique d'Hitler enfin, au cours de laquelle le narrateur comprend que la puissance de son adversaire appelle l'action et non plus uniquement la réflexion). Ces confrontations se concluent par un dernier dialogue avec le père, désormais disparu, qui revient hanter le fils peu avant sa mort et lui montrer la vanité de son combat : l'extermination a déjà eu lieu, tout est perdu, y compris l'avenir. Car même mort, comme l'avait écrit Benjamin en 1940, « l'ennemi n'a pas fini de vaincre. »

La haine dont le narrateur faisait l'objet jusqu'à la mort de l'adversaire fournissait l'énergie d'une véritable « pulsion de vie sauvage », dont le mystère est expliqué par une parabole, celle de ces élans qui, loin de leur steppes originelles, finissent par mourir, parce qu'il leur manque dans leur nouvel environnement leur pire prédateur : le loup. Le narrateur est ainsi « Un élan qui pleure la mort du loup dont le destin est de le dévorer », mais qui finit aussi par mourir, comme tous les élans, écrasé non par le loup, mais par son absence, qui soustrait tout sens à son existence.

En lisant le début de *La Mort de l'adversaire*, on songe aux romans de Georges-Arthur Goldschmidt, qui travaille lui aussi à la transposition poétique de la progressive exclusion et de l'étrangéisation au monde subie par l'enfant. Chez Keilson comme chez Goldschmidt, on peut lire une tentative de rendre poétiquement l'ambivalence éthique qui résulte de l'entrelacement du psychisme individuel et de l'expérience collective. Mais là où, chez Goldschmidt, une peur diffuse grandit et imprègne chaque élément du quotidien – jeux, objets, maison, parents, langue – chez Keilson, ce qui a d'emblée l'allure d'une exclusion *collective* persiste à conserver pour l'enfant puis pour l'adulte les traits *individuels* d'un ennemi unique, B. En B se condense le sens même du rejet dont les persécutés font l'objet, vers lui convergent toutes les causes de la persécution. Il est ainsi à la fois un individu et une idée, un homme et un principe. Sa photo est scrutée avec angoisse par le narrateur qui tente en vain de « se reconnaître lui-même » (p. 60) et de voir en lui une sorte de « réplique inversée » de sa personne (p. 126), mais aussi l'incarnation d'une idée, une « chose qui sans trêve fond sur (lui) » et sur les siens (p. 15), l'idée de leur propre mort. L'ennemi participe à la fois de soi et

du radicalement autre, il « est un drapeau que la mort fait flotter dans notre existence depuis un autre monde » (p. 51).

En racontant avant tout un combat *psychique*, *La Mort de l'adversaire* est le récit d'une vie de persécuté, mais aussi une méditation existentielle sur la persécution. Le roman raconte l'histoire d'une forme d'appropriation, de personnalisation et même d'*acceptation* d'un « destin » de persécuté, revendiqué jusqu'à l'autodestruction. En cela, Keilson peut être rapproché d'un autre auteur rescapé, Imre Kertész. La trajectoire que l'on pourrait dire « philosophique » du narrateur de *La Mort de l'adversaire* rappelle en effet celle de Köves György, le jeune personnage d'Ê*tre sans destin*. Mais contrairement au narrateur kertészien qui comprend à la fin de son « chemin de croix » qu'il n'a d'autre choix que celui de choisir et faire sien le destin de masse qui lui a été imposé, le personnage de *La Mort de l'adversaire* choisit non pas de suivre son destin, mais d'aller à son encontre, de l'affronter, à rebours, en combat singulier. De collectivement subi, le destin devient ici individuellement assumé, mais en même temps farouchement refusé. Ce refus, censé préserver la dignité humaine, se révèle finalement n'être qu'une illusion vouée à l'échec. *La Mort de l'adversaire* détourne ainsi le genre du conte initiatique en menant à la pire des désillusions : celle de la faillite définitive de la vie du sens face à une mort toute-puissante.

Comment, dès lors, pénétrer les desseins d'un Dieu qui, ayant créé le persécuteur et le persécuté, accepte de les faire tous deux périr sans qu'ils se soient véritablement affrontés ? Job moderne, le narrateur finit par en appeler à la mort de Dieu, car si l'ennemi des Juifs est un « fléau » divin, peut-on faire autrement que d'abattre Dieu (p. 206) ? Sinon, comment interpréter la volonté divine : comme un fléau plus grand encore ? C'est l'inquiétante question que le narrateur finit par poser à la fin de sa vie : « Se pouvait-il que quelqu'un, au-dessus de [notre adversaire], exerçât une domination plus cruelle encore que la sienne sur nous ? » (p. 233).

Si l'on excepte les accents désespérés de la fin du récit, l'apparente neutralité du narrateur qui le fait apparaître « comme un habitant d'une autre planète » (p. 95), son ton objectivant et détaché, son goût pour l'abstraction métaphysique supposent une sorte de scandaleux retrait des événements. Cette dérangeante extériorité, se rapprochant de la position de l'analyste face à son patient, détermine la ligne poétique du roman. La narration construit une forme d'étrangéisation à la réalité racontée qui traduit une posture fondamentalement philosophique. Mais cette manière de mettre le réel à distance n'est que la mèche poétique à laquelle explose la charge politique du roman qui, une fois libérée, n'épargne plus personne, ni les bourreaux, ni leurs victimes. La charge romanesque de Keilson comporte plusieurs niveaux et se dirige à la fois contre les Allemands et les Juifs, tout particulièrement peut-être contre les Juifs allemands. Elle vise tout bonnement à faire exploser la « communauté édifiée secrètement et de longue haleine entre persécuteurs et persécutés » (p. 130). Tout d'abord, le narrateur n'est pas un antifasciste convaincu et se définit lui-même comme « neutre intéressé ». Sous la plume, certes fictive, d'un narrateur juif persécuté par les

nazis, cette expression prend l'allure d'une véritable provocation sur la scène littéraire allemande des années 1950 où les « exilés de l'intérieur » tentaient de justifier leur apparente « neutralité » pendant la guerre. Le détachement obstiné du narrateur est ensuite une allusion plus ou moins directe à l'aveuglement de l'intelligentsia juive allemande. Fondée sur une « convergence des contraires », la relation entre le narrateur et son adversaire est une forme d'équation négative qui n'est pas sans rappeler ce que Dan Diner a ironiquement décrit, prolongeant et résolvant ainsi rétrospectivement le débat entre Martin Buber et Gershom Scholem sur la « symbiose judéo-allemande », comme une « symbiose négative[3] » entre Juifs et Allemands. Se sachant « constamment dans les pensées de son ennemi », le narrateur semble presque fier de constater qu'« Aucun amoureux ne parle avec plus d'affection de l'objet de son amour, jusqu'à le maudire. »

La Mort de l'adversaire est paru à l'automne 1959 en RFA, aux éditions Georg Westermann, à Braunschweig. Un an auparavant, les procès des Einsatzgruppen à Ulm et la création du Service central d'enquête sur les crimes nationaux-socialistes (Ludwigsburger Zentralstelle) annoncent un tournant dans la lutte contre l'impunité en matière de génocide, ouvrant une ère de progressive prise de conscience dans la société allemande. Dans le monde de la culture cependant, l'écho des œuvres écrites par des rescapés, qu'ils soient allemands ou étrangers, reste très faible. Les quelques critiques publiées au moment de la parution de *La Mort de l'adversaire* reflètent bien la position extrêmement marginale occupée par les auteurs juifs et les écrivains rescapés de la Shoah sur la scène littéraire. Alors qu'aux États-Unis le roman est sélectionné par la rédaction du *Time* parmi les dix meilleurs titres de l'année 1962 aux côtés de Nabokov, Borges et Faulkner, la critique allemande reste bien plus réservée. Et pour cause : comme l'écrit Stephan Braese, « Sur la scène culturelle ouest-allemande régnait un consensus quant à la manière dont devait être représentés les souvenirs d'un Juif survivant de l'Holocauste. Le roman de Hans Keilson allait à l'encontre de ce modèle allemand de la mémoire juive[4]. »

Quelques rares critiques saluent toutefois un chef-d'œuvre, et n'hésitent pas à rapprocher Keilson de Kafka. Mais il faudra attendre 1989 pour que l'œuvre de Keilson soit progressivement redécouverte en Allemagne, avant d'être intégralement republiée en 2005, en deux tomes, chez Fischer. On ne peut donc que se réjouir du fait que cette œuvre soit enfin accessible au public français : la traduction de *La Mort de l'adversaire* n'est qu'un début puisque se trouve engagée la traduction des autres textes de Keilson chez le même éditeur.

---

(3) « Negative Symbiose » in Dan Diner (éd.), Ist der National-Sozialismus Geschichte ? Zu Historisierung und Historikerstreit, Francfort s/Main, Fischer, 1987, voir p. 185 où il est question de « gegensätzliche Gemeinsamkeit ».

(4) Stephan Braese, « Dissidente Zeugenschaft. Hans Keilsons *Der Tod des Widersachers* im Kontext der deutschsprachigen Nachkriegsliteratur » in Ruth Vogel-Klein (éd.), *Die ersten Stimmen. L'écriture de la Shoah en langue allemande, 1945-1963*, Würzburg, Königshausen & Neumann, 2010, p. 33-48, ici p. 44.